

**ALTEO GARDANNE**  
Route de Biver - B.P. 62  
13541 Gardanne Cedex  
France

**Monsieur Christophe Premat**

**Député de la 3ème circonscription  
des Français établis hors de France  
Assemblée nationale  
126 Rue de l'Université  
75355 Paris 07 SP**

Gardanne, le 1<sup>er</sup> mars 2016,

Monsieur le Député,

J'ai pris connaissance de votre question écrite n°92454 posée le 19 janvier dernier au Ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique. Celle-ci porte sur le « profil » de la société que je dirige, Alteo.

Plusieurs affirmations dans votre question m'ont surpris. J'ai aussi été extrêmement choqué par la dernière partie de votre question, qui laisse entendre qu'Alteo pourrait avoir un lien quelconque avec les menaces de mort reçues par le Maire de la Ciotat et son épouse.

C'est la raison pour laquelle je vous écris aujourd'hui ce courrier qui je l'espère, vous apportera une meilleure information sur des éléments importants nécessaires à la bonne compréhension de notre situation.

Tout d'abord, vous évoquez « un nouveau sursis pour mettre en conformité ses rejets liquides » que vous associez immédiatement à la description suivante : « Les boues rouges contiennent un certain nombre d'éléments chimiques dont l'arsenic, l'uranium 238, le thorium 232, le mercure, le cadmium, la soude, le plomb, le chrome, le vanadium et le nickel. » Je pense donc indispensable de rappeler que les rejets de matières solides ont totalement cessé le 31 décembre 2015. La nouvelle technique de traitement de nos résidus a ainsi permis d'arrêter définitivement tout rejet de boues rouges en mer. Il s'agit d'un progrès environnemental incontestable puisque cela a réduit la quantité globale de métaux rejetés de 99% (65% de moins d'arsenic, 99.95% de moins de mercure), sans rien rajouter de nouveau. Des recherches pour améliorer la qualité de ces rejets sont en cours, en partenariat avec des entreprises innovantes et en lien avec les autorités environnementales, le Parc National des Calanques et d'autres parties prenantes dans le cadre de la procédure de suivi organisée par l'État. Dans les années qui viennent, notre objectif est de progresser encore pour aboutir à des rejets ne nécessitant plus de dérogation, le plus rapidement possible et au plus tard à l'issue du délai de six ans accordé par l'arrêté préfectoral du 29 décembre 2015.

Vous écrivez par ailleurs que le procédé Bayer « générerait une grande quantité de résidus toxique ». La présence de métaux dans un produit ne démontre pas sa toxicité, il est fait là une

confusion entre composition et toxicité. Les métaux contenus dans le rejet d'Alteo, dont la quantité est divisée par 2 000 depuis le 31 décembre 2015, proviennent de la roche dont est extraite l'alumine, la bauxite. La bauxite est une forme de latérite riche en alumine, la latérite étant cette terre de couleur rouge que l'on trouve souvent sur les pistes des régions tropicales en Asie ou en Afrique. Elle contient, comme la plupart des roches de l'écorce terrestre, et dans des proportions très variables, à peu près tous les métaux de la classification périodique des éléments.

Pour la constitution de son dossier réglementaire, Alteo a dû réaliser des tests d'écotoxicité afin d'évaluer le niveau de toxicité de son rejet dans le milieu. Ces tests, réalisés par des laboratoires spécialisés, ont utilisé une grande variété d'espèces : larves de poissons, copépodes, larves d'huîtres, larves d'oursins, bactéries marines. Or, ces batteries de tests ont conclu à l'absence d'impact notable du rejet sur le milieu.

Nous avons également dû évaluer l'impact sanitaire du nouveau rejet. Les conclusions sur ce point sont également sans équivoque : le niveau de risque est 500 à 5 000 fois inférieur à la limite acceptable.

Selon vous, un rapport de décembre 2015 montrerait des « contaminations aggravées ». Il me semble utile de préciser plusieurs points à ce sujet.

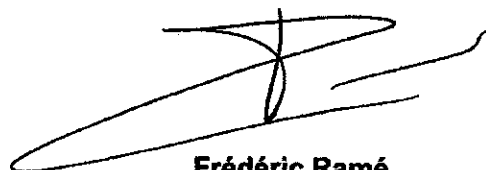
Tout d'abord dans son rapport, l'Ifremer conclut : *« les résultats sur les oursins sont inattendus. En effet, les concentrations en titane, aluminium mais aussi en manganèse et arsenic sont significativement supérieures dans la zone de référence... Cette étude ne permet donc pas de conclure à un impact du rejet sur la concentration en métaux dans les gonades d'oursins récoltés à la côte ou autour de phare de la Cassidaigne situé à l'Est du canyon »*.

Quant aux poissons pêchés par l'ANSES à proximité du rejet, 78 % d'entre eux ont des concentrations en métaux dans leur chair identiques à ceux de la zone de référence, 16% d'entre eux ont des concentrations supérieures à la zone de référence, et 6% d'entre eux ont des concentrations inférieures à la zone de référence.

Aussi, un premier rapport commandé à l'Ifremer par la ministre de l'écologie sur les niveaux de contamination de la Méditerranée par le mercure et l'arsenic avait conclu que les concentrations mesurées à proximité du rejet se situaient dans la moyenne des autres points de suivi de la Méditerranée occidentale.

Je suis à votre disposition pour toute précision et pour vous faire visiter notre site, afin que vous jugiez par vous-même des progrès accomplis et des efforts que nous mettons en œuvre au quotidien pour parvenir à la meilleure solution industrielle, écologique et économique.

Dans cette attente, je vous prie d'agréer, Monsieur le Député, l'expression de mes sentiments distingués.



**Frédéric Ramé**  
**Président**

**Christophe PREMAT**

DEPUTE DE LATROISIEME  
CIRCONSCRIPTION DES FRANÇAIS  
ETABLIS HORS DE FRANCE

MEMBRE DE LA COMMISSION  
DES AFFAIRES CULTURELLES  
ET DE L'ÉDUCATION

Monsieur Frédéric Ramé  
Président d'Alteo Gardanne  
Route de Bivier – B. P. 62  
13541 Gardanne cedex

Paris, le 23 mai 2016

Monsieur le Président,

Vous avez bien voulu m'adresser un courrier en date du 1<sup>er</sup> mars dernier au sujet de ma question écrite du 19 janvier 2016 adressée au Ministre de l'Economie, de l'Industrie du Numérique portant sur l'usine Alteo de Gardanne.

Je vous sais gré des informations que vous étayez dans votre courrier mais aurais souhaité vous voir également prendre attache avec moi et connaître votre avis sur les questions écrites que j'ai déposées le 21 avril 2015 et le 16 septembre 2014 qui n'ont visiblement pas suscité le même intérêt de votre part.

Dans votre correspondance, vous vous dites choqué par une partie de ma question « qui laisse entendre qu'Alteo pourrait avoir un lien quelconque avec les menaces de mort reçues par le Maire de la Ciotat et son épouse ». Je vous invite à relire attentivement le passage en question dans lequel j'évoque des « pressions et menaces exercées sur des élus locaux tels que le maire de La Ciotat » mais où il n'est nullement fait mention de l'entourage de ces élus.

S'agissant des éléments scientifiques et des explications sur les rejets en mer et que vous avancez, votre analyse de la situation ne me paraît pas recevable en l'état. L'usine d'alumine de Gardanne a rejeté pendant cinquante ans ses résidus industriels dans le canyon de Cassidaigne, recouvrant des surfaces considérables de fonds marins. La mise en place de filtres-presses séparant la partie boueuse des résidus n'a pas été conjuguée avec l'arrêt de tout rejet au 31 décembre 2015 comme vous l'affirmez puisque la majeure partie des substances polluantes contenues dans les boues rouges, transférée dans les filtrats, est rejetée sous forme d'eau polluée, contaminant très probablement la chair des poissons testés comme le relève le rapport de l'ANSES de décembre 2015.

Par ailleurs, il me paraît pour le moins étonnant de déclarer l'absence d'impact notable du rejet sur le milieu quand on apprend que la liste des contaminants, complétée par l'ANSES, que vous avez communiquée contient des métaux toxiques et/ou cancérigènes, responsables de perturbations endocrinienne et neurologique et dépassant pour certains d'entre eux (aluminium, fer, arsenic,...) les paramètres définis par l'arrêté du 2 février 1998. Je passe sur la dangerosité tout aussi importante des rejets à terre sur la décharge de Mange Garri et des rejets atmosphériques pour lesquels Alteo dépasse allégrement le seuil réglementaire.

Enfin, et en dépit de votre volonté de m'apporter une meilleure information sur la société que vous dirigez, vous ne fournissez aucune réponse aux deux éléments soulevés à la fin de la question à savoir les conditions d'achat du minerai et la facturation à l'export.

Je saisis donc votre proposition de précisions pour vous demander de m'indiquer les conditions et modalités du contrat à long terme relatif à l'achat du minerai de bauxite et les autorisations gouvernementales liées à la vente entre Rio Tinto et le FCPR HIG France.

Dans cette attente, je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes salutations les meilleures.

Christophe PREMAT